

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 21 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPREMA

Zone industrielle Les Manteaux
89330 SAINT JULIEN DU SAULT

Référence : 230630
Code AIOT : 0005401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement SOPREMA implanté ZI Les Manteaux 89330 Saint-Julien-du-Sault. L'inspection a été annoncée le 20/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite réactive a été réalisée suite au départ de feu du 15/09/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA
- ZI Les Manteaux 89330 Saint-Julien-du-Sault
- Code AIOT : 0005401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de panneaux d'isolation à base de mousse de polyuréthane. Il est classé Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Départ de feu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article Chapitre 2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ de feu du 15/09/2023 dans un caisson d'usinage d'une ligne de production a été rapidement maîtrisé. Une fiche de notification d'incident a été transmise à l'inspection. Toutefois, l'exploitant doit informer la Dreal, au même titre que le SDIS, lors d'un incident ou accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article Chapitre 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration des incidents et accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 15/09/2023 à 15 h 47, un départ de feu a eu lieu dans le caisson d'usinage zone 6 de la ligne 5 du bâtiment 8, en bout de ligne.</p> <p>Le problème est dû à une défaillance de l'aspiration qui a conduit à un tas de poussières. En effet, l'accumulation de poussière d'usinage de polyuréthane a entouré un moteur et une courroie. Un échauffement de ces équipements mécaniques a conduit à un départ de feu de la poussière selon les premières hypothèses.</p> <p>Le système de dépoussiérage, équipant ce caisson, a été démonté et remonté. Des fissures dues à l'usure ont été décelées dans un carter de canalisation poussières pour aspiration.</p> <p>La vidéo-surveillance visionnée, le jour de la visite, par l'inspection (séquence de 3 minutes, entre 15 h 47 et 15 h 50) a permis de justifier que le départ de feu, avec flammes, a été maîtrisé par le déclenchement du système de sprinklage, sans aucune autre intervention.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a déployé 2 RIA au niveau de l'aspiration en prévention d'une éventuelle propagation du feu et a appelé, à 15 h 53, le SDIS du fait de fumées au niveau de l'aspiration centralisée.</p>

Arrivé à 16 h11, le SDIS a validé l'arrêt du système de sprinklage à 16 h15, selon les déclarations de l'exploitant.

Le système de sprinklage a été remis en service par le prestataire à 18 h 15 et un certificat N100 a été délivré à l'occasion.

Le POI n'a pas été déclenché compte-tenu de la rapidité de maîtrise du feu.

La ligne 5 a été remise en service dimanche 19 septembre, dans l'après midi.

L'inspection a constaté, lors de la présente visite, que le sol de ce caisson a été nettoyé. Le caisson a été mis à l'arrêt, momentanément, pour pouvoir être visité par l'inspection.

Le SDIS a appelé la DREAL pour l'informer qu'un évènement était en cours sur le site de SOPREMA. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant son obligation de déclarer les évènements accidentels à la DREAL, au même titre que le SDIS.

L'exploitant a transmis, par courriel en date du 25/09/2023, une fiche de notification d'incident réclamée par l'inspection. Suite à cet incendie, l'exploitant prévoit d'augmenter sa fréquence d'entretien sur l'installation où s'est produit l'incendie.

Non-conformité :

L'exploitant n'a pas contacté la DREAL pour l'informer qu'un incendie s'est produit sur le site.

Type de suites proposées : Non conformité

Proposition de suites : Lettre préfectorale